

# CÔTE D'IVOIRE



## Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français

Superficie : 322 460 km<sup>2</sup>

Population : 28,9 millions d'habitants

Densité : 89,5 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,5 %

Part de la population urbaine : 53,1 %

## Économie

Notation de la dette souveraine (Fitch, 2023) : BB-

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2023/2024 : 166<sup>e</sup>/193

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2023) : 3,8

Taux de change effectif réel (moyenne 2019-2023, base 100 en 2010) : 96,16 (95,63 pour l'UEMOA)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire inférieur

Risque de surendettement (FMI, 2023) : modéré

PIB par habitant (2023) : 2 728,8 USD

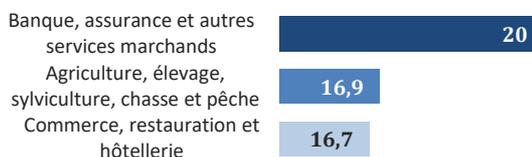
Taux de croissance (2023) : 6,5 %

Inflation (2023) : 4,4 %

PIB (2023) : 47 790,9 milliards XOF/  
78,8 milliards USD

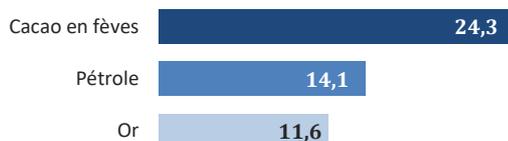
### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2019-2023)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2019-2023)



## Développement humain et infrastructures



**60,1 ans**

Espérance de vie



**11,4 %**

Population sous le seuil de pauvreté



**70,9 %**

Accès à l'eau potable



**6,9 %**

Mortalité infantile



**37,2**

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



**71,1 %**

Accès à l'électricité



**9,6 %**

Prévalence de la malnutrition dans la population totale



**89,9 %**

Alphabétisation des adultes



**174,0**

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



**151/191**

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



**51 %**

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



**56,5 %**

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

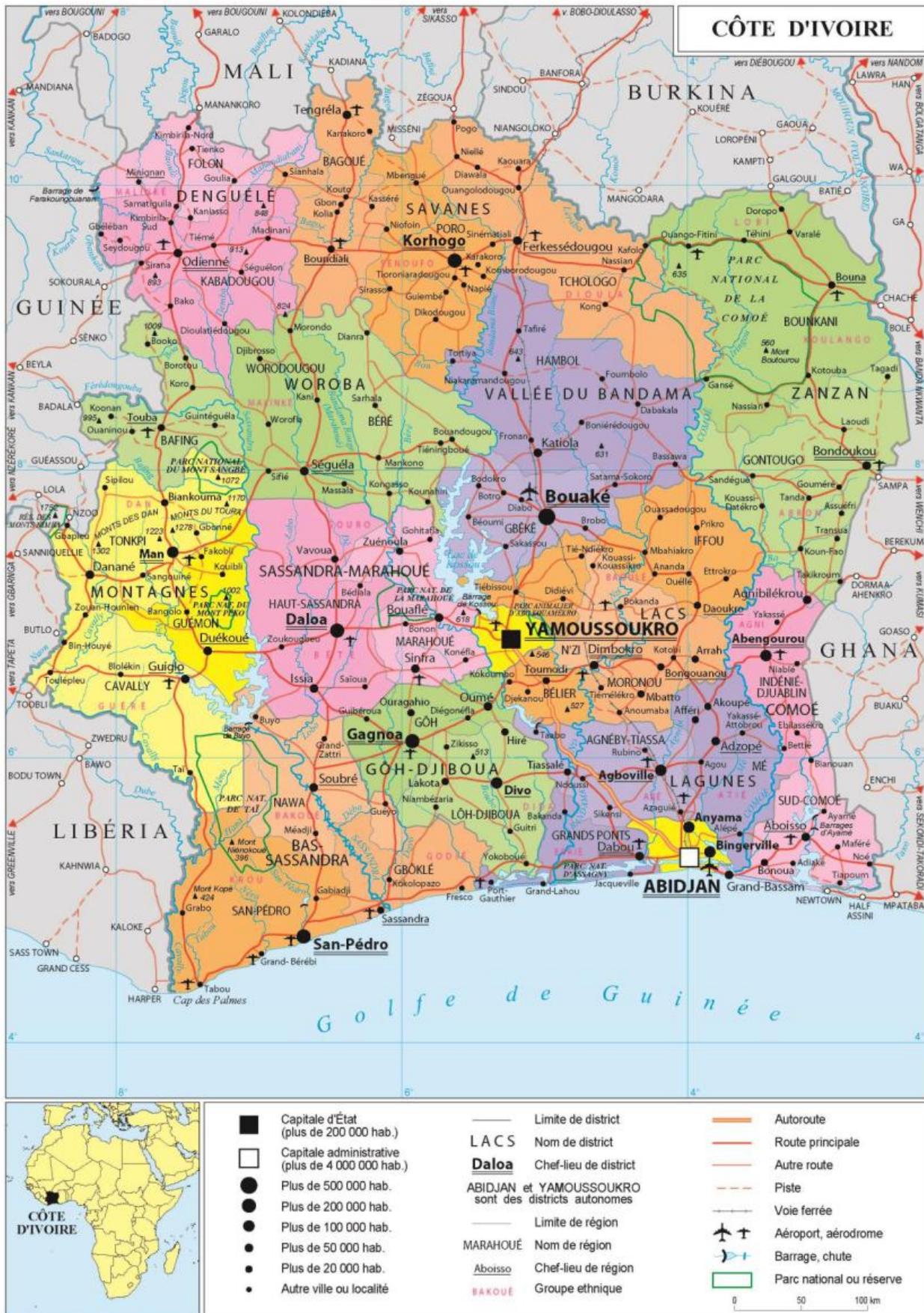
## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2024 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Avertissements, sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



## Faits saillants

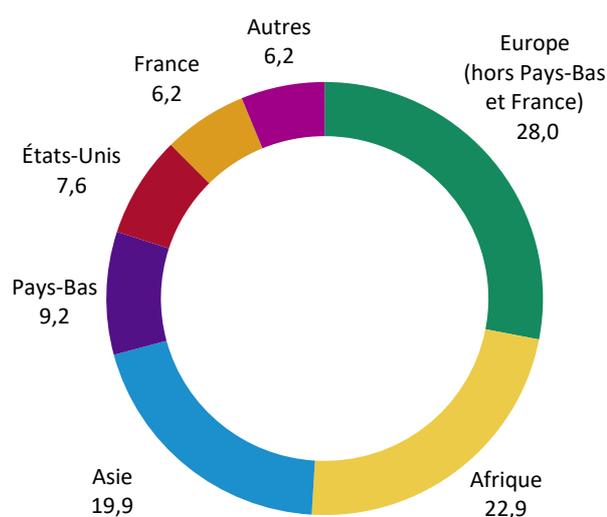
- **La croissance économique ivoirienne demeure robuste, avec une croissance du PIB réel de 6,5 % en 2023, contre 6,2 % en 2022.** L'inflation a décliné, passant de 5,2 % en 2022 à 4,4 % en 2023, principalement en raison de la baisse du prix des produits alimentaires importés. Le déficit budgétaire s'est réduit, passant de 6,8 % en 2022 à 5,2 % en 2023. En revanche, la dette publique continue de croître, se situant à 58,1 % du PIB, tout comme le service de la dette, du fait du resserrement des conditions de financement sur les marchés de titres tant internationaux que régional. Le risque de surendettement est cependant jugé modéré par le Fonds monétaire international (FMI).
- **Les perspectives de moyen terme sont favorables, avec une croissance économique attendue de 7,2 % en 2024, et toujours supérieure à 6 % d'ici 2029 selon le FMI.** Si une politique de consolidation prudente (retour au plafond communautaire de 3 % en 2025) et le ralentissement en cours de l'inflation confortent ces prévisions, elles restent néanmoins tributaires d'importants aléas sécuritaires, régionaux, politiques et climatiques. Les élections législatives de mars 2021, les élections municipales et régionales de septembre 2023 ont conforté le parti au pouvoir avant les élections présidentielles prévues en 2025. Le pays doit composer avec un environnement régional marqué par un défi sécuritaire persistant, engendrant un afflux de déplacés à sa frontière nord, et des tensions diplomatiques avec les trois pays de la confédération des États du Sahel.
- **La Côte d'Ivoire reste confrontée au défi de la transformation structurelle de son économie, caractérisée par de faibles indicateurs socioéconomiques.** Le Plan national de développement (PND) 2021-2025 ambitionne d'engager cette transformation en encourageant notamment l'intégration des chaînes de valeur agricoles/industrielles et le développement du secteur éducatif et de la formation professionnelle. Ces efforts sont soutenus par les partenaires de développement du pays et par le FMI, sous la forme d'une facilité élargie de crédit (FEC), d'un mécanisme élargi de crédit (MEDC) et d'une facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), suivis d'une seconde revue en juin 2024.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie de la Côte d'Ivoire est devenue l'une des plus dynamiques d'Afrique subsaharienne (ASS) depuis la crise de 2010. En 2023, elle représente près de 40 % du PIB réel de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La croissance économique s'est établie selon le FMI à 6,6 % sur 2011-2019 (puis 5,2 % sur 2020-2023), soit un rythme supérieur au reste de l'ASS (3,8 % puis 2,6 %) comme de l'UEMOA (5,7 % et 4,5 %), reflétant pour partie un rattrapage économique après plusieurs années d'instabilité politique entre 1999 et 2011. Le secteur primaire représente 22 % du PIB, porté principalement par la production de café, de cacao, de caoutchouc, de coton-graine et d'anacarde. La part du secteur secondaire est également proche de 22 %, axée sur le pétrole, l'énergie, l'agroalimentaire et le BTP. Prépondérant à 56 % du PIB, le secteur tertiaire est dominé par les télécommunications, les transports, le commerce et les activités financières.

### Destinations des exportations de la Côte d'Ivoire (2018-2022)

(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : Base pour l'analyse du commerce international (BACI) du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), calculs Banque de France.

**Malgré une croissance économique soutenue, les indicateurs sociaux s'améliorent lentement et illustrent d'importantes inégalités.** D'après la Banque africaine de développement (BAfD) <sup>1</sup>, le taux d'emplois vulnérables <sup>2</sup> dépasse 70 %, ce qui traduit l'importance de l'économie informelle. Cette situation touche particulièrement les femmes et les jeunes. Des disparités géographiques majeures persistent ; ainsi, 80 % de l'activité économique du pays est concentrée sur la ville portuaire d'Abidjan, qui abrite 21,5 % de la population <sup>3</sup>.

**Si l'économie ivoirienne reste dépendante des matières premières agricoles, leur part devrait reculer en raison de la**

**progression des industries extractives.** Bien qu'il soit devenu le premier contributeur au PIB (20 %), le secteur marchand est moins diversifié qu'attendu au regard du niveau de revenu du pays <sup>4</sup>. La découverte et l'exploitation des ressources naturelles (or, pétrole, etc.) devrait entraîner une modification considérable de la structure économique du pays. S'agissant du commerce extérieur, sur la période 2017-2022, près de la moitié (44 %) des exportations sont dirigées vers l'Europe, tandis que l'Afrique en absorbe environ 23 %.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**L'économie ivoirienne demeure dynamique, affichant une croissance économique de 6,5 % en 2023, contre 6,2 % en 2022.** La nette progression de la contribution du secteur tertiaire dans la croissance du PIB réel (5,5 points de pourcentage (pp), contre 3,8 pp en 2022), impulsée par les services de télécommunications et les transports, a fortement contribué à cette accélération. De même, la contribution du secteur secondaire à la croissance s'est renforcée (2,0 pp, contre 1,6 en 2022), portée par les industries extractives et manufacturières (+ 0,8 pp), grâce notamment à

### Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Côte d'Ivoire

(production en milliers de tonnes ; prix d'achat en francs CFA [XOF] par kilogramme)

	2021-2022	2022-2023	2023-2024
<b>Cacao</b>	<b>2 228,4</b>	<b>2 358,8</b>	<b>1 822,3</b>
Prix indicatif d'achat	825,0	900,0	1 500,0
<b>Café</b>	<b>61,3</b>	<b>94,9</b>	<b>46,9</b>
Prix moyen d'achat aux producteurs	700,0	750,0	900,0
<b>Caoutchouc</b>	<b>1 100,4</b>	<b>1 332,6</b>	<b>1 624,8</b>
<b>Coton-graine</b>	<b>559,5</b>	<b>471,7</b>	<b>236,2</b>
Prix d'achat aux producteurs	300,0	310,0	310,0
<b>Igname</b>	<b>7 589,8</b>	<b>7 786,1</b>	<b>8 292,2</b>
<b>Maïs</b>	<b>1 139,6</b>	<b>1 199,3</b>	<b>1 400,1</b>
<b>Manioc</b>	<b>6 302,3</b>	<b>6 804,1</b>	<b>7 246,4</b>
<b>Riz paddy</b>	<b>1 659,0</b>	<b>1 703,5</b>	<b>1 988,7</b>

### Principales productions extractives de la Côte d'Ivoire

	2021	2022	2023
<b>Pétrole</b> (milliers de barils)	<b>8 771,3</b>	<b>9 300,6</b>	<b>10 752,2</b>
<b>Or</b> (tonnes)	<b>41,9</b>	<b>48,3</b>	<b>50,5</b>

Sources : BCEAO et administrations nationales.

la mise en production du projet Baleine (gisement d'hydrocarbures). Le secteur du BTP a également été stimulé par les investissements réalisés dans le cadre de l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) début 2024. À l'inverse, le secteur primaire (principalement l'agriculture) a pesé sur l'activité économique (- 1 pp), reflétant, entre autres, une baisse de la production de café (- 50,6 %), de coton (- 49,9 %) et de cacao (- 22,7 %) en lien avec la forte pluviométrie et l'épidémie Cocoa Swollen Shoot Virus. Du côté de la demande, l'activité a été soutenue par les consommations privée et publique (contribution de 3,2 pp à la croissance du PIB réel) et par l'investissement (3,5 pp), tandis que le secteur externe a pesé sur la croissance à hauteur de 2,7 pp de PIB.

**Les perspectives de moyen terme s'avèrent favorables, avec une croissance prévue de 7,2 % en 2024, et toujours supérieure à 6 % d'ici 2029 selon le FMI.** Le développement du secteur des hydrocarbures devrait contribuer au dynamisme de la croissance ivoirienne grâce au projet pétrolier et gazier offshore Baleine, mis en production en août 2023. La production devrait passer de 15 000 barils par jour et 25 millions de pieds

<sup>1</sup> A. Aly Mbaye et F. Gueye (2018), « *Marchés du travail et emplois en Afrique de l'Ouest* », Documents de travail, n° 297, Groupe de la Banque africaine de développement, juin.

<sup>2</sup> Part des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux non rémunérés dans le total des emplois (Bureau international du travail, BIT).

<sup>3</sup> Ministère du Plan et du Développement (2022), « *Résultats globaux définitifs du RGPH 2021 : la population vivant habituellement sur le territoire ivoirien se chiffre à 29 389 150 habitants* », juillet.

<sup>4</sup> Harvard Growth Lab's, Center for International Development, *The Atlas of Economic Complexity*.

cubes par jour de gaz à 50 000 barils par jour et 70 millions de pieds cubes par jour de gaz en 2024. Les réserves de ce gisement ont récemment été évaluées à 2,5 milliards de barils de pétrole brut et 3,3 milliards de pieds cubes de gaz naturel<sup>5</sup>. En 2024, les découvertes d'un nouveau gisement d'hydrocarbures (Calao), avec des réserves de pétrole estimées à 1,5 milliard de barils, ainsi que du plus grand gisement aurifère du pays, dénommé « projet Koné », dont les réserves sont estimées à 5 millions d'onces (soit 155,5 tonnes d'or), devraient contribuer au dynamisme de l'industrie extractive. Le secteur primaire pourrait également repartir à la hausse avec la poursuite de l'augmentation du cours international du cacao et la décision des autorités ivoiriennes en avril 2024 d'augmenter de 50 % le prix d'achat aux producteurs. En outre, la tenue de la CAN devrait contribuer positivement au secteur du tourisme. Cependant ces prévisions sont soumises à plusieurs aléas baissiers : le risque climatique et son impact sur la production agricole, l'évolution des tensions internationales (Ukraine) et régionales (instabilité sécuritaire au Sahel), avec de possibles répercussions sur les prix et la sécurité alimentaires.

**L'inflation a décliné, se situant à 4,4 % en 2023, contre 5,2 % en 2022, mais demeure supérieure à l'objectif communautaire de 3 %.** Cette baisse reflète à la fois celle des prix des produits alimentaires importés, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar de 3 %, et le recul des prix du transport, résultant du repli des cours internationaux du pétrole. Elle résulte également du resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). En dépit de ce recul, l'inflation apparaît au-dessus de la moyenne des pays de l'UEMOA (3,7 %), mais demeure très en deçà de la moyenne observée en ASS (16,2 % en 2023, selon le FMI). Ces pressions devraient s'atténuer en 2024, selon la BCEAO, avec un repli de l'inflation à 2,8 % en moyenne annuelle.

**Le déficit de la balance courante s'est réduit de 5,8 % du PIB en 2023, contre 7,7 % en 2022, mais il reste néanmoins élevé.** Cette amélioration découle principalement de la forte augmentation des exportations de cacao transformé (+ 24 %), grâce à la hausse importante du prix moyen des exportations (+ 14 % – FMI, 2024) et de l'or (+ 20 %), reflétant autant la hausse de la production (+ 4,4 %) que des cours. Les factures

## Activité économique et inflation en Côte d'Ivoire

(en %)

	2021	2022	2023	2024
<b>Variation annuelle du PIB</b>	7,1	6,2	6,5	7,2
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	4,2	5,2	4,4	2,8

Note : Prévisions pour 2024.

Source : BCEAO.

énergétique (- 16 %) et alimentaire (- 6 %) se sont également fortement réduites. La dégradation du déficit de la balance des services s'est fortement ralentie (+ 1 %, après 8,2 % en 2022 et 20,4 % en 2021), en raison de la baisse des coûts de transport et d'assurance des marchandises importées (- 5 % en 2023, contre + 11,8 % en 2022). Les déficits des revenus primaires et secondaires ont en revanche augmenté (respectivement de 14,2 % et 2 %), notamment en raison d'une hausse des intérêts sur la dette externe (+ 36,2 %). Par ailleurs, le solde du compte financier a régressé à 1 397,4 milliards de francs CFA (XOF) en 2023 (contre 3 024,1 milliards XOF en 2022), en raison d'une forte baisse des investissements de portefeuille (- 89 %) et des autres investissements (- 75 %), le volume d'investissements directs étrangers (IDE) étant quasiment inchangé, à 896,7 milliards (soit 2 % du PIB).

**Le déficit budgétaire (base engagements, dons compris) s'est réduit à 5,2 % du PIB en 2023, contre 6,8 % l'année précédente,** en raison des efforts de mobilisation des recettes et de la rationalisation des dépenses, notamment les dépenses en capital et les subventions. L'amélioration des comptes publics traduit la progression des recettes budgétaires (+ 15,6 %) et des dons (+ 35,6 %). Les dépenses courantes ont continué à croître à un rythme rapide (+ 8,7 %), portées essentiellement par la hausse des dépenses salariales (+ 11,9 %) et d'intérêt de la dette (+ 17,8 % pour la dette intérieure, + 36,2 % pour la dette extérieure), tandis que les autres dépenses courantes baissaient sous l'effet du repli des transferts et subventions. La forte croissance investissements publics (+ 30 % entre 2019 et 2022) s'est interrompue, les dépenses en capital n'augmentant que modérément en 2023 (+ 3,7 %).

**La dette publique est en constante progression, atteignant 58,1 % du PIB en 2023, contre 56,6 % en 2022 et 35,7 % en 2018, avec une part prépondérante de la**

<sup>5</sup> Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie (2023), « Le Premier ministre lance la production du gisement Baleine », novembre.

**dette extérieure (60 % de la dette totale).** Le niveau de la dette publique reste toutefois légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'UEMOA (59,7 %) et le risque de surendettement est jugé modéré par le FMI. Derrière le Botswana, la notation du risque souverain de la Côte d'Ivoire est la plus élevée de l'ASS, à BB-, avec une perspective stable (classement de l'agence Fitch). La forte hausse du service de la dette en 2023, qui représente 42,2 % des recettes fiscales, reflète la dégradation des conditions de financement, tant sur le marché international que régional, dans un contexte de durcissement des politiques monétaires. Après deux ans d'absence sur le marché des euro-obligations, la Côte d'Ivoire est parvenue à lever 2,6 milliards de dollars d'euro-obligations en janvier 2024, au taux de 8,5 % sur treize ans pour la première tranche de 1,5 milliard de dollars, et de 7,875 % sur neuf ans pour la deuxième tranche de 1,1 milliard, assortie de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

**Sur la période 2023-2024, le FMI a approuvé un décaissement de 1 569 millions de dollars US au titre de la FEC et du MEC, et de 81,41 millions au titre de la FRD.** Ces programmes accompagnent les efforts de consolidation budgétaire des autorités, avec un objectif de convergence de l'UEMOA en matière de déficit public d'ici 2025 (3 % du PIB), tout en permettant au pays d'entreprendre les réformes nécessaires pour rejoindre d'ici 2030 le cercle des pays émergents.

**Selon le FMI, les efforts de consolidation budgétaire doivent avant tout s'appuyer sur une meilleure mobilisation des ressources budgétaires.** Ces dernières ont représenté 15,6 % du PIB en moyenne en 2023, en dessous de l'objectif de convergence fiscale de l'UEMOA fixé à 20 % du PIB. Si l'efficacité de la collecte s'est accrue grâce à la numérisation des services fiscaux, le FMI invite à poursuivre la rationalisation des exonérations fiscales (notamment sur la TVA) et les efforts pour une meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Une réorientation des dépenses publiques en faveur de l'investissement, de la convergence sociale et de la prestation de services dans les régions mal desservies apparaît également nécessaire.

**L'activité et la rentabilité du secteur bancaire se sont sensiblement améliorées en 2023.** Le bilan consolidé des établissements de crédit a continué à croître (+ 3 %) et le taux brut de créances en souffrance est revenu à 6,9 % (contre 7,7 % en 2022). Toutefois, le taux de provisionnement des portefeuilles de crédit a régressé à 67,2 % en 2023 (- 3 %). Le taux de marge nette

du secteur (mesuré par le rapport du résultat net au produit net bancaire) a ainsi progressé de 42,5 % en 2022 à 43,9 % en 2023, et suit une augmentation importante depuis 2021 (+ 27 % sur 2021-2023). Le coefficient de rentabilité des fonds propres (mesuré par le rapport du résultat net aux fonds propres) a atteint 25,8 % en 2023, alors qu'il était à 19,8 % deux années auparavant. La solvabilité des banques s'est améliorée, avec un ratio de couverture des risques de 13,75 % à fin 2023 (+ 0,61 pp par rapport à 2022), supérieur à l'exigence réglementaire (11,5 %).

## ENJEUX ET DÉFIS

**Le pays fait également face à des enjeux sécuritaires importants dans un contexte marqué par de fortes tensions diplomatiques régionales.** Le premier défi provient de l'afflux de réfugiés, limité à ce stade, mais en forte augmentation (près de 14 000 début 2023, 31 000 à fin juillet) dans sa partie nord, frontalière avec le Burkina Faso et le Mali. Ces personnes fuient principalement les violences djihadistes dans les pays voisins, ce qui exerce une pression croissante sur les communautés et les ressources locales, dans les régions nord du pays, en dépit des efforts déployés par les autorités. Le second défi porte sur la capacité du pays à contenir la menace terroriste régionale en dehors de ses frontières. Les risques de fragmentation régionale demeurent élevés, notamment en lien avec la sortie des pays membres de la confédération des États du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – le Burkina Faso et le Mali étant des États frontaliers de la Côte d'Ivoire.

**Malgré la forte croissance économique durant la dernière décennie, les inégalités et la pauvreté persistent.** Bien que la Côte d'Ivoire affiche une croissance économique supérieure à la moyenne des pays d'ASS ces dernières années, l'espérance de vie s'avère inférieure à celle de certains des pays les moins avancés (PMA). En dépit des avancées socioéconomiques, plus de 3 millions d'habitants vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté (soit 11,4 % de la population). Aussi, 71,1 % de la population a accès à l'électricité (contre 90 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure). De même, l'espérance de vie demeure faible (60,1 ans), et la mortalité infantile, élevée (6,9 %). En outre, si le développement humain du pays demeure faible, cet indicateur se trouve à la lisière des pays à développement humain moyen, la Côte d'Ivoire

se classant au 166<sup>e</sup> rang sur les 193 pays évalués à l'indice 2023 de développement humain. Le FMI <sup>6</sup> souligne également les retards en matière d'inclusion par rapport à des pays comparables et recommande de continuer à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, à renforcer le capital humain, social et de genre, et d'accroître la couverture des filets sociaux et des services publics.

**La diversification de l'économie et la transformation locale des matières premières sont des objectifs cruciaux pour la Côte d'Ivoire.** Bien que l'économie ivoirienne soit relativement diversifiée, une grande partie des matières premières est encore exportée sans transformation. Le pays, premier producteur mondial de cacao (environ 40 % de la production mondiale), ne transforme localement que 31 % de sa production. La Côte d'Ivoire est également le premier producteur d'anacardes et cherche à augmenter la valeur ajoutée de ses filières agricoles en accroissant la part de produits transformés localement. À cette fin, le gouvernement a suspendu les exportations brutes d'anacardes pour garantir l'approvisionnement des unités de transformation locale, avec pour objectif de transformer 50 % de la production nationale d'ici 2030 (contre 21 % en 2023). En plus de ces secteurs agricoles, le secteur extractif joue un rôle clé dans l'économie ivoirienne, avec des ressources importantes comme l'or, le pétrole et le gaz. Le pétrole et l'or sont devenus les principaux postes d'exportation après le cacao, représentant respectivement 14,1 % et 11,6 % des exportations entre 2019 et 2023. Toutefois, le pays ne capte pas l'ensemble de la valeur ajoutée de ses ressources naturelles en raison d'une moindre capacité de transformation locale. Par exemple, bien que la Côte d'Ivoire possède une raffinerie de pétrole, les produits pétroliers restent un poste important des importations. De même, l'or est exporté à l'état brut en l'absence de raffinerie locale.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Le PND 2021-2025 a pour principal objectif de réaliser la transformation économique et sociale nécessaire** pour hisser le pays, à l'horizon 2030, au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Il fixe un objectif de croissance annuelle du PIB de 7,2 % sur la période 2024-2028, tirée principalement par i) l'agricul-

ture ; ii) l'industrie minière ; et iii) l'industrie manufacturière. Parmi les six piliers qui structurent ce plan figurent le développement du secteur privé, l'investissement, le renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale. Pour rendre la croissance économique plus inclusive et réduire les inégalités, le gouvernement a déployé des programmes sociaux (PSGouv 1 et 2) pour la période 2020-2024, et un programme pour la jeunesse (PJGouv 2023-2025), qui comprend une série d'actions prioritaires pour guider les jeunes vers l'autonomie et réduire de la sorte les inégalités intergénérationnelles. Inauguré en 2022, le Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises (PEPITE) vise à améliorer l'environnement des affaires et à promouvoir le développement de chaînes de valeur dans 15 secteurs stratégiques.

**L'appui des partenaires financiers au développement s'est renouvelé en 2023.** La Banque mondiale a présenté en février 2023 un nouveau cadre de partenariat-pays (*country partnership framework*, CPF) 2023-2027, axé sur une amélioration du capital humain, une réduction des disparités régionales et un renforcement de la résilience, ainsi que sur la création d'emplois émanant du secteur privé. Dans ce cadre, le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale ont lancé, en 2024, le Programme de renforcement de la sécurité foncière rurale (Presfor) à Guiglo, dans la région du Cavally. Mis en œuvre par l'Agence foncière rurale (Afor), le Presfor soutient la mise en œuvre du Programme national pour la sécurisation du foncier rural à hauteur de 200 millions de dollars US dans 16 des 31 régions de la Côte d'Ivoire, en mettant l'accent sur l'efficacité, l'inclusivité et la cohésion sociale. De même, le Projet d'appui à la sécurité de l'eau et de l'assainissement (Pasea) va bénéficier du soutien financier de la Banque mondiale. Doté d'une enveloppe de 825 millions de dollars, il vise à fournir un accès sécurisé à des services d'eau et d'assainissement améliorés et abordables dans les régions défavorisées du Nord. Les engagements de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire ont atteint 1,85 milliard de dollars US en 2023.

**Les autorités se sont engagées, avec l'appui des partenaires, à mettre en œuvre des programmes ambitieux face au défi climatique, le secteur agricole étant particulièrement vulnérable aux aléas du changement climatique.** Pour réduire cette vulnérabilité et améliorer

<sup>6</sup> FMI (2023), Côte d'Ivoire. IMF Country Report, n° 2023/2024, juin.

la résilience des populations, la Côte d'Ivoire a mis en œuvre un éventail de réformes, articulées autour de six piliers : i) intégrer le climat dans les aspects clés de la gestion des finances publiques ; ii) renforcer la gouvernance et la coordination des politiques climatiques ; iii) renforcer la résilience climatique de l'agriculture ; iv) mobiliser des financements verts et durables pour les entreprises privées et publiques ; v) réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'érosion côtière ; et vi) réduire les émissions de gaz à effet de serre. En outre, la mise en exploitation du gaz devrait permettre au pays de basculer vers une énergie plus verte. L'objectif de verdissement de l'économie se traduit également par des investissements importants dans les énergies renouvelables. En avril 2023, le pays a inauguré sa première centrale photovoltaïque d'une capacité de 80 mégawatts à Boundiali. Par ailleurs, plusieurs projets dans ce domaine sont en cours : la construction d'une centrale de 46 mégawatts à Aboisso, alimentée par des résidus de palmiers à huile (prévue pour 2025), ou encore la construction d'une centrale alimentée par des tiges de coton, d'une capacité de 25 mégawatts, à Boundiali.

## ANNEXE

### Côte d'Ivoire – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA [XOF] ; taux et variations en %)

	2020	2021	2022	2023
<b>Ressources</b>	<b>43 565,0</b>	<b>49 345,1</b>	<b>56 214,4</b>	<b>59 630,9</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>36 278,0</b>	<b>40 366,9</b>	<b>43 771,2</b>	<b>47 790,9</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>7 287,0</b>	<b>8 978,3</b>	<b>12 443,2</b>	<b>11 840,0</b>
<b>Emplois</b>	<b>43 565,0</b>	<b>49 345,1</b>	<b>56 214,4</b>	<b>59 630,9</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>28 061,1</b>	<b>30 828,3</b>	<b>33 943,8</b>	<b>36 374,9</b>
Publique	3 845,8	4 021,6	4 559,7	4 924,8
Privée	24 215,3	26 806,6	29 384,1	31 450,1
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>7 887,9</b>	<b>9 516,6</b>	<b>11 535,0</b>	<b>12 314,7</b>
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>7 616,0</b>	<b>9 000,2</b>	<b>10 735,6</b>	<b>10 941,3</b>
Épargne intérieure brute	8 216,9	9 538,6	9 827,4	11 416,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	329,0	22,0	- 1 707,6	- 898,7
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>21,7</b>	<b>23,6</b>	<b>26,4</b>	<b>25,8</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	0,7	7,1	6,2	6,5
Déflateur du PIB	1,8	3,9	2,1	2,5
Prix à la consommation, en moyenne	2,4	4,2	5,2	4,4

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022	2023
<b>Recettes et dons</b>	<b>5 289,3</b>	<b>6 140,2</b>	<b>6 684,4</b>	<b>7 771,7</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>5 096,0</b>	<b>5 955,6</b>	<b>6 450,7</b>	<b>7 454,9</b>
Recettes fiscales	4 149,2	4 887,0	5 260,3	6 069,6
Recettes non fiscales	739,9	859,6	834,0	946,9
<b>Dons</b>	<b>193,3</b>	<b>184,6</b>	<b>233,7</b>	<b>316,8</b>
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,1</b>	<b>9 666,2</b>	<b>10 279,3</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>7 255,1</b>	<b>8 102,1</b>	<b>9 666,2</b>	<b>10 279,3</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>4 912,9</b>	<b>5 439,3</b>	<b>5 735,0</b>	<b>6 231,4</b>
Traitements et salaires	1 828,1	1 859,6	2 007,2	2 246,4
Autres dépenses courantes	2 420,9	2 795,1	2 757,5	2 745,8
Intérêts	663,9	784,6	970,3	1 239,2
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>273,6</i>	<i>329,6</i>	<i>447,5</i>	<i>527,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>390,3</i>	<i>455,0</i>	<i>522,8</i>	<i>712,2</i>
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 950,1</b>	<b>2 203,4</b>	<b>3 140,6</b>	<b>3 257,5</b>
Sur ressources intérieures	1 274,8	1 271,0	1 667,8	1 719,2
Sur ressources extérieures	675,3	932,4	1 472,8	1 538,3
<b>Dépenses des fonds spéciaux</b>	<b>392,2</b>	<b>459,5</b>	<b>790,7</b>	<b>790,4</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base engagements (hors dons)</b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,5</b>	<b>- 3 215,5</b>	<b>- 2 824,4</b>
<b>Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup></b>	<b>- 1 965,8</b>	<b>- 1 961,9</b>	<b>- 2 981,8</b>	<b>- 2 507,6</b>
<b>Solde primaire de base <sup>b)</sup></b>	<b>- 427,8</b>	<b>29,9</b>	<b>18,2</b>	<b>743,5</b>
<b>Ajustement base caisse</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde global base caisse (hors dons) <sup>c)</sup></b>	<b>- 2 159,1</b>	<b>- 2 146,5</b>	<b>- 3 215,5</b>	<b>- 2 824,4</b>
<b>Solde global base caisse (dons compris) <sup>c)</sup></b>	<b>- 1 965,8</b>	<b>- 1 961,9</b>	<b>- 2 981,8</b>	<b>- 2 507,6</b>
<b>Financement</b>	<b>1 965,8</b>	<b>1 961,9</b>	<b>2 981,8</b>	<b>2 494,6</b>
<b>Financement intérieur net</b>	<b>756,8</b>	<b>396,8</b>	<b>917,4</b>	<b>489,8</b>
Bancaire	1 017,1	457,8	773,1	282,0
Non bancaire	- 260,3	- 61,0	144,3	207,8
<b>Financement extérieur net</b>	<b>1 209,0</b>	<b>1 565,1</b>	<b>2 064,4</b>	<b>2 004,8</b>
<b>Ajustement statistique</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Dette publique</b>	<b>16 802,3</b>	<b>20 269,8</b>	<b>24 774,4</b>	<b>27 782,6</b>
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	14,0	14,8	14,7	15,6
Dépenses courantes	13,5	13,5	13,1	13,0
Solde global base engagements (dons compris) <sup>a)</sup>	- 5,4	- 4,9	- 6,8	- 5,2
Dette publique	46,3	50,2	56,6	58,1

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

## Côte d'Ivoire – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2020	2021	2022	2023
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 1 136,4</b>	<b>- 1 593,8</b>	<b>- 3 364,4</b>	<b>- 2 764,4</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>329,0</b>	<b>22,0</b>	<b>- 1 707,6</b>	<b>- 898,7</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 716,5</b>	<b>1 693,1</b>	<b>670,3</b>	<b>1 496,2</b>
Exportations de biens FOB	7 194,8	8 495,5	10 166,1	10 349,1
<i>dont : cacao en fèves</i>	<i>2 085,5</i>	<i>2 379,5</i>	<i>1 994,9</i>	<i>2 058,0</i>
<i>    pétrole</i>	<i>597,9</i>	<i>891,4</i>	<i>1 841,0</i>	<i>1 613,8</i>
<i>    or</i>	<i>842,2</i>	<i>949,7</i>	<i>1 190,8</i>	<i>1 427,3</i>
<i>    cacao produits transformés</i>	<i>886,0</i>	<i>934,6</i>	<i>1 092,3</i>	<i>1 353,6</i>
<i>    anacarde</i>	<i>487,7</i>	<i>520,4</i>	<i>507,8</i>	<i>625,6</i>
Importations de biens FOB	- 5 478,3	- 6 802,4	- 9 495,8	- 8 852,9
Importations de biens CAF	- 6 395,0	- 8 062,5	- 11 134,8	- 10 415,2
<i>dont : produits pétroliers</i>	<i>- 1 184,8</i>	<i>- 1 335,5</i>	<i>- 3 020,2</i>	<i>- 2 529,3</i>
<i>    produits alimentaires</i>	<i>- 1 323,4</i>	<i>- 1 696,2</i>	<i>- 2 232,4</i>	<i>- 2 078,5</i>
<i>    biens d'équipement</i>	<i>- 1 116,2</i>	<i>- 1 405,6</i>	<i>- 1 714,8</i>	<i>- 1 699,2</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 1 387,5</b>	<b>- 1 671,1</b>	<b>- 2 377,9</b>	<b>- 2 394,9</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 916,7</i>	<i>- 1 260,1</i>	<i>- 1 639,0</i>	<i>- 1 562,3</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 1 062,8</b>	<b>- 1 240,7</b>	<b>- 1 434,0</b>	<b>- 1 638,6</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 390,3</i>	<i>- 455,0</i>	<i>- 522,8</i>	<i>- 712,2</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 402,6</b>	<b>- 375,1</b>	<b>- 222,8</b>	<b>- 227,2</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>22,6</b>	<b>10,5</b>	<b>99,8</b>	<b>109,9</b>
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>91,9</i>	<i>92,3</i>	<i>193,8</i>	<i>199,7</i>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 425,2</b>	<b>- 385,7</b>	<b>- 322,6</b>	<b>- 337,0</b>
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>110,4</i>	<i>164,0</i>	<i>567,8</i>	<i>595,6</i>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>100,4</b>	<b>91,6</b>	<b>39,2</b>	<b>117,9</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>- 1 641,7</b>	<b>- 2 595,3</b>	<b>- 3 024,1</b>	<b>- 1 397,4</b>
Investissements directs	- 409,6	- 614,0	- 893,0	- 896,7
Investissements de portefeuille	- 531,7	- 751,5	- 187,8	- 20,4
Autres investissements	- 700,4	- 1 230,6	- 1 943,3	- 480,3
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>83,7</b>	<b>16,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>- 3,8</b>	<b>- 2,6</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>607,0</b>	<b>1 095,6</b>	<b>- 304,9</b>	<b>- 1 251,7</b>
<b>Taux de couverture <sup>a)</sup></b>	<b>104,5</b>	<b>100,2</b>	<b>86,3</b>	<b>92,4</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 5,8</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>1,7</b>	<b>2,8</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 2,6</b>

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « Transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « Autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménage, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

### Côte d'Ivoire – Principaux postes comptables du système bancaire

(en milliards de francs CFA [XOF])

Actif	2021	2022	2023	Passif	2021	2022	2023
Opérations de trésorerie et interbancaires	3 009	3 119	2 249	Opérations de trésorerie et interbancaires	2 451	3 444	3 100
Opérations avec la clientèle	9 689	11 034	12 089	Opérations avec la clientèle	13 985	15 562	16 080
Opérations sur titres et diverses	5 340	6 696	7 156	Opérations sur titres et diverses	521	591	820
Valeurs immobilisées	505	593	663	Provisions, fonds propres et assimilés	1 604	1 845	2 184
<b>Total</b>	<b>18 561</b>	<b>21 442</b>	<b>22 183</b>	<b>Total</b>	<b>18 561</b>	<b>21 442</b>	<b>22 183</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

### Côte d'Ivoire – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2021	2022	2023
<b>Coefficient net d'exploitation</b> ([frais généraux + dotations aux amortissements] / PNB)	<b>59,7</b>	<b>55,3</b>	<b>52,2</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>19,8</b>	<b>24,9</b>	<b>25,8</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>34,7</b>	<b>42,5</b>	<b>43,9</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>9,0</b>	<b>7,7</b>	<b>6,9</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>3,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>65,6</b>	<b>69,1</b>	<b>67,2</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA [XOF])

	2021	2022	2023
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>1 541</b>	<b>2 931</b>	<b>3 222</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	15	20	27
Produits sur opérations avec la clientèle	834	1 011	1 191
Produits sur opérations sur titres et diverses	269	334	417
Produits sur opérations de change	373	1 505	1 513
Produits sur opérations hors bilan	19	27	29
Produits sur prestations de services financiers	20	28	41
Autres produits d'exploitation bancaire	16	9	9
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	4	3	6
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>636</b>	<b>1 849</b>	<b>1 954</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	57	89	143
Charges sur opérations avec la clientèle	219	265	288
Charges sur opérations sur titres et diverses	12	19	19
Charges sur fonds propres et assimilés	2	2	2
Charges sur opérations de change	329	1 454	1 472
Charges sur opérations hors bilan	1	2	1
Charges sur prestations de services financiers	10	8	19
Autres charges d'exploitation bancaire	6	10	9
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>905</b>	<b>1 083</b>	<b>1 268</b>
4. Produits accessoires nets	81	98	86
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>985</b>	<b>1 181</b>	<b>1 354</b>
6. Frais généraux	489	649	712
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	50	41	49
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>446</b>	<b>490</b>	<b>593</b>
9. Dépréciation nette sur risques et pertes sur créances irrécouvrables	97	105	112
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	4	3	6
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>352</b>	<b>389</b>	<b>486</b>
12. Résultat exceptionnel net	2	5	4
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	0	0
14. Impôts sur les bénéfices	41	38	45
<b>15. Résultat (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>314</b>	<b>356</b>	<b>444</b>

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2021	2022	2023
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	<b>12,7</b>	<b>13,1</b>	<b>13,8</b>
<b>Rapport de liquidité</b>	<b>106,2</b>	<b>105,1</b>	<b>102,8</b>

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

## Côte d'Ivoire – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2021	2022	2023
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB [T1])	83	83	89
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ( $\geq 7,5$ %)	80	83	93
Ratio de fonds propres de base (T1) ( $\geq 8,5$ %)	80	83	93
Ratio de solvabilité global ( $\geq 11,25$ %)	73	83	93
Norme de division des risques ( $\leq 25$ %)	57	60	78
Ratio de levier ( $\geq 3$ %)	83	83	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25 % du capital de l'entreprise)	80	83	93
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ( $\leq 15$ % FPB [T1])	83	83	93
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60 % des fonds propres effectifs [FPE])	90	90	100
Limite sur les immobilisations hors exploitation ( $< 15$ % FPB [T1])	80	83	89
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ( $< 100$ % FPB [T1])	83	83	93
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ( $< 20$ % FPE)	83	83	93
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables ( $\geq 50$ %)	67	80	74
Coefficient de liquidité ( $\geq 50$ %)	70	77	78

Note : Normes applicables en 2022. Le passage aux normes de Bâle II et Bâle III se traduit notamment par une augmentation de certains seuils en vigueur pendant la période de transition courant de 2019 à 2023, suivant le calendrier révisé par la décision 019 06/26/2020/CE/UMOA.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.